

Conseil supérieur de la communication

01 BP 6618 Ouagadougou 01
BURKINA FASO

Tél. : (226) 50 30 11 24

Fax : (226) 50 30 11 33

E-mail: infos@csc.bf

Site Web: www.csc.bf

L'adaptation de cet ouvrage a été coordonnée par Béatrice Damiba, Présidente du Conseil supérieur de la communication, avec la participation de Arnaud Ouédraogo, Fatoumata Ouédraogo, Justin Tionon, Bakari Hubert Paré, Hortense Zida, Lassina Kaboré, Mariama Konaté, Servace Maryse Dabou, Souleymane Tapsoba et Lacina Kaboré.

Conception graphique : Serge Tiao

Illustrations : Diane Myriame Ouédraogo

Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'institution, est illicite et constitue une contrefaçon réprimée par le code pénal. Seules sont autorisées les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions relatives à la reproduction par reprographie.

SOMMAIRE

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	7
PREFACE	13
INTRODUCTION.....	15
1^{ère} PARTIE : LA DEMOCRATIE, UN DEFI AU QUOTIDIEN	17
I. APPROCHE CONCEPTUELLE ET FONDEMENTS.....	19
1.1 - Définitions et concepts.....	19
1.2 - Les fondements essentiels de la démocratie.....	20
II. L'EVOLUTION DE LA DEMOCRATIE AU BURKINA FASO.....	25
2.1 Les grandes dates de la 4 ^{ème} République.....	25
2.2 La stabilité politique et institutionnelle du Burkina Faso	25
2^{ème} PARTIE : LES MEDIAS ET LE PROCESSUS ELECTORAL.	27
I. LA RESPONSABILITE DU JOURNALISTE DANS LA COUVERTURE DU SCRUTIN	29
1.1 La liberté d'expression et le processus électoral	29
1.2 Le droit d'être informé.....	29
1.3 La liberté d'expression au service de la transparence des élections.....	29
1.4 La liberté de la presse au service de l'éducation civique	30
1.5 La liberté de la presse et la responsabilité du journaliste	31
II. LES REGLES FONDAMENTALES DE LA COUVERTURE MEDIATIQUE DES ELECTIONS.....	34
2.1 - Le pluralisme et l'équilibre de l'information.....	34
2.2 - L'égal accès aux médias publics	35
3^{ème} PARTIE : COUVRIR LES CAMPAGNES ELECTORALES.....	37
I. LES PRINCIPES PROFESSIONNELS	39
1.1 Elaborer un plan média	39
1.2 Constituer une base de données sur les partis politiques et les candi-dats...39	
1.3 Disposer des programmes des partis	40
1.4 Diversifier le contenu des reportages	41

1.5 Vérifier les sources d'information	41
1.6 Respecter les principes d'éthique et de déontologie	41
II. LA DOCUMENTATION INDISPENSABLE	42
2.1 La Constitution	42
2.2 Le code électoral.....	43
2.3 Le code de l'information.....	44
2.4 Les informations sur les partis ou regroupements de partis	44
2.5 Les décisions du CSC	44
4^{ème} PARTIE : CONNAITRE LE PROCESSUS ELECTORAL.....	47
I. CE QU'IL FAUT RETENIR DES ELECTIONS	49
1.1 - le code électoral	49
1.2 - les partis politiques	49
II. DEFINITION ET TYPOLOGIE	51
1 - le scrutin majoritaire	51
1.1 - le scrutin uninominal ou de liste.....	51
1.2 - le scrutin à un ou deux tours	51
2 - la représentation proportionnelle	51
III - LE PROCESSUS ELECTORAL : LES DIFFERENTES ETAPES DE LA PREPARATION DES ELECTIONS	53
3.1 - La confection et la révision des listes électorales.	53
3.2 - La convocation du corps électoral.....	54
3.3 - Les élections législatives.....	54
3.4 - Les élections communales.....	54
3.5 L'élection présidentielle.....	55
3.6 - Les candidats à la présidentielle.....	55
3.7 - Les critères d'éligibilité au Burkina Faso	56
3.8 - La campagne électorale	56
IV - LE SCRUTIN ELECTORAL.....	57
4.1 - De la fermeture des bureaux de vote	57
4.2 - Qui sont les observateurs ?	58
4.3 - De la proclamation des résultats.....	59
5^{ème} PARTIE : LES ACTEURS INSTITUTIONNELS DU PROCESSUS ELECTORAL	61
L - LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION (CSC).....	63

1.1 - Les missions du Conseil supérieur de la communication	63
1.2 - Les pouvoirs du CSC en période électorale	63
1.3 - La méthodologie de travail du CSC en période électorale	64
II - LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	65
III - LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL	66
IV - LE CONSEIL D'ETAT	67
V - LE MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE (MATDS)	67
Conclusion	69

PREFACE

Après une succession de régimes d'exception consécutive à l'interruption de la 3^{ème} République en 1980, le Burkina Faso a amorcé un nouveau processus démocratique en se dotant d'une constitution en 1991.

A côté des pouvoirs classiques qui structurent l'Etat de droit (Pouvoir législatif, Pouvoir exécutif et Pouvoir judiciaire), s'est affirmé un autre - celui des médias - à travers la liberté de la presse dont l'importance dans l'animation de la vie politique en fait de nos jours un des leviers essentiels du jeu démocratique.

Au nombre des aménagements juridiques et institutionnels introduits par le législateur pour protéger la liberté de la presse, il convient de retenir :

- la garantie constitutionnelle (art. 8 de la Constitution) ;
- la création du Conseil supérieur de la communication.

Loin de relever d'un mimétisme institutionnel, l'émergence d'un organe de régulation des médias a procédé du souci du législateur de soustraire la gestion de la liberté de la presse des prérogatives de l'Exécutif en la confiant à une autorité administrative indépendante.

Il s'agit, ce faisant, de protéger la liberté de la presse contre les atteintes d'où qu'elles puissent provenir, mais aussi de veiller au respect, par les journalistes, de la loi, des règles d'éthique et de déontologie.

Le Conseil supérieur de la communication articule son action sur une démarche pédagogique à travers :

- des séminaires de formation ;
- des panels sur des problématiques particulières de la liberté de la presse et de la régulation des médias ;
- la publication d'outils didactiques.

Le présent guide résulte d'une relecture de guides antérieurs. Il est adapté aux spécificités des élections législatives et municipales couplées du 02 décembre 2012.

Il aborde un certain nombre de thèmes liés aux fondements de la démocratie, aux rôles des acteurs institutionnels et des médias dans la conduite du processus électoral, et aux règles fondamentales de traitement de l'information électorale.

Puisse ce guide servir de référentiel aux journalistes, pour un traitement de l'information électorale qui préserve la paix sociale et la cohésion nationale.

Béatrice DAMIBA

INTRODUCTION

L'amorce des processus démocratiques enclenchés vers la décennie 1990 en Afrique s'est accompagnée d'un meilleur aménagement du statut de la liberté de la presse, apparue très tôt comme une des composantes essentielles du jeu démocratique. D'où l'apparition de nombreux organes de presse écrite et audiovisuelle privés qui contribuent, à côté des médias publics, à rythmer les vies publiques.

Véritables cadres privilégiés du dialogue social et du débat démocratique, les médias jouent un rôle fondamental dans l'éveil de conscience des citoyens et dans leur ouverture au monde.

Mais c'est surtout en période électorale que leur rôle est plus visible, en raison des enjeux stratégiques qu'ils incarnent dans la dynamique de conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi, ils font, en ces périodes, l'objet de toutes les convoitises de la part des acteurs politiques.

Le Conseil supérieur de la communication est naturellement interpellé lors de ces périodes sensibles qui, dans le contexte africain, sont parfois des sources potentielles de fracture socio-politique.

D'où l'encadrement particulier exigé par la loi dans la couverture médiatique des élections à travers l'exigence du respect des règles fondamentales comme l'égal accès

aux médias publics, le pluralisme et l'équilibre de l'information.

A côté des règles qui découlent de l'application des grands principes du service public, il y a les règles d'éthique et de déontologie dont l'observation s'impose à tous les médias dans le traitement de l'information électorale.

Les élections couplées du 2 décembre 2012 présentent un enjeu particulier dans la mesure où il s'agit d'une expérience inédite au Burkina Faso.

Le guide est structuré en cinq (05) parties :

- **1ère partie** : La démocratie, un défi au quotidien
- **2ème partie** : Les médias et le processus électoral
- **3ème partie** : Couvrir les campagnes électorales
- **4ème partie** : Connaître le processus électoral
- **5ème partie** : Les acteurs institutionnels du processus électoral

1^{ère} PARTIE

LA DEMOCRATIE : UN DEFI AU QUOTIDIEN

I. APPROCHE CONCEPTUELLE ET FONDEMENTS

1.1 - Définitions et concepts

Selon la définition majoritairement admise, la démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. La démocratie implique donc la participation du peuple à la gestion du pouvoir.

Actuellement, la plupart des Etats du monde se réclament de la démocratie pluraliste et libérale.

La démocratie pluraliste et libérale, qui est considérée comme évidente de nos jours, n'a pas toujours été la seule référence en la matière. Elle a été contestée pendant longtemps par d'autres idéologies, notamment l'idéologie socialiste.

En faisant prévaloir la volonté du plus grand nombre dans la gestion de la cité, la démocratie repose sur le suffrage universel et implique à la fois le pluralisme des formations politiques et la liberté des citoyens et des groupes. Dès lors, la règle majoritaire s'impose comme la pierre angulaire de tout l'édifice démocratique.



La démocratie repose sur des conditions

Les conditions indispensables	Les conditions favorables
<p><input type="checkbox"/> Le consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> - les acteurs s'entendent sur un certain nombre de valeurs. <p><input type="checkbox"/> Le pluralisme politique</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'électeur a plusieurs choix - les partis se forment librement - les partis agissent librement <p><input type="checkbox"/> Le libéralisme politique</p> <ul style="list-style-type: none"> - les libertés individuelles sont garanties - la liberté de la presse est garantie <p><input type="checkbox"/> Le principe majoritaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - le citoyen se détermine dans le secret de sa conscience - le vote est le principe général - les électeurs font la majorité - la minorité accepte le principe majoritaire 	<p><input type="checkbox"/> La majorité et l'opposition</p> <ul style="list-style-type: none"> - la majorité gouverne - l'opposition s'oppose et critique la majorité <p><input type="checkbox"/> Une éducation et une information</p> <ul style="list-style-type: none"> - le citoyen est conscient de son devoir et de son choix - le citoyen est régulièrement informé des actions de la majorité et de l'opposition <p><input type="checkbox"/> L'existence d'un texte fondamental</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Constitution détermine les principaux pouvoirs <p><input type="checkbox"/> Une justice libre et indépendante</p> <ul style="list-style-type: none"> - la séparation des pouvoirs est effective

La démocratie distingue les gouvernants des gouvernés. C'est la participation des gouvernés à l'exercice du pouvoir qui en est le critère essentiel. C'est le concept de souveraineté, qui peut être nationale ou populaire.

La souveraineté est nationale lorsqu'elle est confiée à la nation. Elle est alors collective et indivisible, distincte des individus qui la composent. Elle est populaire lorsqu'elle appartient aux citoyens ou si l'on veut, au peuple, mais elle est "partageable" entre tous les individus qui le composent.

En pratique, les démocraties contemporaines reposent sur une combinaison des deux types de souveraineté.

On peut résumer l'ensemble de ces éléments en analysant les fondements essentiels de la démocratie.

1.2 - Les fondements essentiels de la démocratie

1.2.1- Le pouvoir de la majorité issue des urnes

Le système démocratique est préféré parce qu'il donne aux citoyens la possibilité de prendre des décisions capitales à travers les élections libres et équitables, et de contraindre le gouvernement à respecter ses engagements. Lors d'une élection libre et juste, les citoyens choisissent les représentants politiques qui défendront au mieux leurs intérêts. De ce fait, les élections constituent des moments

importants pour asseoir une démocratie de type pluraliste.



Elles sont importantes parce qu'elles donnent l'occasion aux citoyens d'exprimer leurs points de vue, leurs avis, leurs accords, leurs désaccords, leurs sentiments, leurs impressions sur l'action des gouvernants.

- La majorité est issue des urnes, c'est-à-dire après des élections libres et équitables. Grâce aux élections, les citoyens ont la possibilité de choisir le candidat ou le parti politique en qui ils ont confiance.

- Le droit de vote est reconnu à chaque citoyen. Ce droit est consacré à l'article 21 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Cependant, pour que les élections soient entièrement démocratiques et justes, elles doivent réunir certaines conditions dont les plus importantes sont les suivantes :

1. L'existence de plusieurs candidats et partis politiques: chaque électeur doit bénéficier d'un véritable choix car, si un seul parti se présente aux élections, il n'y a pas de véritables débats ou d'échange d'idées.

2. Une campagne électorale en toute liberté: les partis politiques mènent la campagne électorale en toute liberté. Ce qui signifie la liberté de réunir les membres des partis politiques, de même que leurs militants. Autrement dit, les partis politiques peuvent organiser des meetings pour présenter ou choisir d'autres moyens pour faire connaître leurs actions futures, et cela en toute liberté.

3. Les élections doivent être encadrées par des textes juridiques: les textes doivent être connus de tous les acteurs et participants aux élections. Pour cela, il est essentiel que les acteurs et les participants respectent les textes qui régissent les élections.

S'il existe des entraves à ces conditions, le choix des électeurs risque d'être entaché d'irrégularités.

4. Il faut qu'une personne ou une organisation, digne du respect de la part de tous les partis, observe l'application des textes: les élections peuvent être contestées par les partis. Dans ce cas, il faut des personnes physiques ou morales pour traiter, de manière impartiale, les plaintes. Les plaintes ainsi formulées peuvent être portées à plusieurs niveaux. Elles peuvent être de nature administrative ou judiciaire.

Si ces conditions sont garanties, les gouvernants élus sont considérés comme légitimes. Le peuple accepte le parti qui a gagné les élections comme gouvernement légitime investi du droit de prendre des décisions pour tout le corps social. Une des conséquences est que les autres pays accepteront la légitimité de ces gouvernants.

1.2.2- La séparation des pouvoirs

Dans une démocratie, il y a une séparation des pouvoirs constitutionnellement reconnus que sont : le Pouvoir exécutif, le Pouvoir législatif et le Pouvoir judiciaire.

1. Le Pouvoir exécutif Attributions <ul style="list-style-type: none">- détermination et conduite de la politique nationale- élaboration des projets de loi en général et surtout préparation et exécution des lois de finances- exécution des décisions judiciaires. Composition <ul style="list-style-type: none">- le Chef de l'Etat ou Président de la République: il a des compétences politiques (nomination du Premier ministre.), exécutives (promulgation des lois), militaires (il est le chef suprême des armées.), diplomatiques (il détermine la politique étrangère de la nation et nomme les ambassadeurs.) et judiciaires (droit de grâce, présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature) etc.- le Premier ministre et le Gouvernement: ils exécutent la politique définie par le chef de l'Etat. Le gouvernement est composé des ministres, ministres délégués et des secrétaires d'Etat Mode de désignation <ul style="list-style-type: none">- le Chef de l'Etat est généralement élu au suffrage universel par le peuple. Il y a des pays où il est élu par un collège de grands électeurs (exemple aux Etats-Unis).- Le Premier Ministre et le Gouvernement sont nommés par le Chef de l'Etat qui peut aussi mettre fin à leurs fonctions.	2. Le Pouvoir législatif Attributions <ul style="list-style-type: none">- législatives : vote des lois nationales et ratifie des conventions internationales- financières : adoption du budget- de contrôle : mise en cause de la responsabilité du gouvernement, enquêtes parlementaires etc. Composition <ul style="list-style-type: none">- députés: on parle d'Assemblée nationale ou de Chambre haute.- sénateurs ou représentants : on parle du Sénat, de la Chambre des représentants ou de Chambre basse. Mode de désignation <ul style="list-style-type: none">- les députés sont généralement élus au suffrage universel selon plusieurs types de scrutin.- Les sénateurs ou représentants sont élus au suffrage direct par le peuple ou au suffrage indirect par des associations, structures et autres organisations. <u>Au Burkina Faso, l'Assemblée nationale compte désormais 127 députés.</u>	3. Le Pouvoir judiciaire Rôles <p>Le pouvoir judiciaire dit le droit :</p> <ul style="list-style-type: none">- application de la loi à l'occasion ou non de litige- interprétation de la loi Composition <p>Le pouvoir judiciaire est composé des cours et tribunaux. En général, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none">- les tribunaux de première instance- les tribunaux et cours d'appel- les cours suprêmes ou juridictions de dernier ressort- d'autres organes comme le Conseil Supérieur de la Magistrature Mode de désignation <p>Les juges sont:</p> <ul style="list-style-type: none">- nommés à travers des procédures spécifiques- élus par leurs collègues comme c'est le cas dans certains pays anglo-saxons.
---	---	---

Dans une démocratie, le plus important en ce qui concerne les pouvoirs constitutionnels est qu'ils sont séparés. Ainsi, les pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire sont :

Séparés au plan organique	Complémentaires au plan Fonctionnel
<ul style="list-style-type: none">- l'un ne donne pas des instructions à l'autre.- les budgets sont autonomes	<p>Ils ont des relations de travail entre eux.</p> <p>C'est ainsi que le pouvoir judiciaire contrôle la constitutionnalité des lois (le Conseil Constitutionnel)</p>

A côté de ces trois pouvoirs constitutionnels, l'on notera que les médias se revendiquent aujourd'hui du « quatrième Pouvoir », eu égard au rôle majeur qu'ils sont appelés à jouer dans l'Etat de droit démocratique.

Il faut dire que la démocratie tire une partie de sa vitalité de l'action des médias. D'où l'importance de la liberté de la presse.

1.2.3- La liberté de la presse

Il n'y a pas de véritable démocratie sans une presse libre. La liberté de la presse, composante principale de la liberté d'expression, est le droit pour chacun d'utiliser librement le média de son choix pour exprimer sa pensée en la communiquant à autrui ou pour accéder à l'expression de la pensée d'autrui, quelle que soit la forme ou la finalité de cette expression.



Les élections constituent un moment privilégié pour l'expression des idées. C'est pourquoi une presse libre et professionnelle constitue le gage d'élections crédibles.

La presse doit être libre afin de :	La presse doit être professionnelle
<ul style="list-style-type: none">• Réaliser objectivement des reportages mettant en exergue les différences entre les programmes des candidats.• Fournir aux électeurs les mêmes informations sur le processus électoral.• Se prononcer sur la transparence des élections et informer les électeurs des éventuels dysfonctionnements.• Demander des comptes au gouvernement et à l'opposition	<ul style="list-style-type: none">• La précision: l'exactitude des informations qui sont servies aux électeurs. Par exemple, rapporter les propos avec beaucoup de précaution.• L'impartialité et l'objectivité: les reportages devront être équilibrés et équitables. Par exemple, recueillir les points de vue de tous les acteurs de la campagne électorale sur les sujets abordés.• La responsabilité: protéger les sources d'informations conformément à la loi. Les enquêtes doivent être faites selon les règles de la profession.

II. L'EVOLUTION DE LA DEMOCRATIE AU BURKINA FASO

De 1960 à nos jours, il y a eu quatre Républiques, alternées par des périodes d'exception. Le monopartisme a été imposé de fait sous la première République dirigée par le RDA du Président Maurice YAMEOGO. Mais, depuis 1991, le Burkina Faso s'est inscrit définitivement dans une tradition démocratique.

1 ^{ère} République	2 ^{ème} République	3 ^{ème} République	4 ^{ème} République
de 1960 à 1966	de 1970 à 1974	de 1978 à 1980	de 1991 à nos jours

2.1 Les grandes dates de la 4^{ème} République

2 juin 1991	: adoption de la Constitution par référendum
11 juin 1991	: promulgation de la Constitution par le Chef de l'Etat
1 ^{er} déc. 1991	: 1 ^{ère} élection présidentielle de la 4 ^{ème} République. Le chef de l'Etat est élu pour un mandat de 7 ans
24 mai 1992	: élections législatives (1 ^{ère} législature)
12 février 1995	: 1 ^{ère} Elections municipales de la 4 ^{ème} République dans le cadre du processus de décentralisation
11 mai 1997	: 2 ^{ème} Elections législatives
15 nov. 1998	: 2 ^{ème} élection présidentielle de la 4 ^{ème} République. Le Chef de l'Etat est élu pour un mandat de 7 ans
24 sept. 2000	: 2 ^{ème} élections municipales de la 4 ^{ème} République
5 mai 2002	: 3 ^{ème} élections législatives
13 nov. 2005	: 3 ^{ème} élection présidentielle de la 4 ^{ème} République : le Chef de l'Etat est élu pour un premier quinquennat dans la limite de deux mandats prescrits par l'article 37 de la constitution
23 avril 2006	: 3 ^{ème} élections municipales
06 mai 2007	: 4 ^{ème} élections législatives
21 novembre 2010	: 4 ^{ème} élection présidentielle. Le Chef de l'Etat est élu pour un mandat de 5 ans

2.2 La stabilité politique et institutionnelle du Burkina Faso

La IV^{ème} République demeure le régime politique le plus stable de l'histoire politique du Burkina Faso. Elle se caractérise par la régularité des élections et par la stabilité de toutes les institutions. Certes, la 2^{ème} Chambre a été supprimée en 2002 ainsi que la Cour suprême, celle-ci ayant vu ses compétences transférées à trois juridictions et à une institution :

- 1) La Cour de cassation,
- 2) Le Conseil d'Etat,
- 3) La Cour des comptes,
- 4) Le Conseil constitutionnel.

2^{ème} PARTIE

LES MEDIAS ET LE PROCESSUS ELECTORAL

I. LA RESPONSABILITE DU JOURNALISTE DANS LA COUVERTURE DU SCRUTIN

1.1 La liberté d'expression et le processus électoral

La liberté d'expression est le premier droit préalable à l'exercice du journalisme. Jouir de la liberté de la presse signifie :

- pouvoir contribuer à la mise en œuvre du droit de tous à s'informer et à être informés,
- pouvoir accéder à toutes les sources d'information possibles sauf dans les cas prévus par la loi,
- pouvoir diffuser, publier, montrer au public sans aucun risque de censure,
- influencer, ce faisant, les actes de gouvernance

Cette mission est de la responsabilité des journalistes vis-à-vis du public. Les journalistes doivent être, dans ce cadre, les catalyseurs de l'information avant, pendant et après les élections. Ils doivent inciter les citoyens à participer et à s'intéresser aux élections en les renseignant :

- Avant	}	Sur les différentes procédures d'inscription au bureau de vote et la durée de la campagne électorale
- Pendant		Sur le déroulement du scrutin et le dépouillement des votes
- Après		Sur le bilan des élections

1.2 Le droit d'être informé

Le droit d'accès aux informations est un élément essentiel du droit du public à l'information. En effet, comment les citoyens peuvent-ils prendre des décisions judicieuses s'ils ne connaissent pas les candidats et les projets de société que ceux-ci leur proposent?

De ce droit du public à connaître les faits et les opinions procèdent l'ensemble des droits et devoirs des journalistes professionnels. C'est dans l'exercice de ce droit que les citoyens peuvent rencontrer leurs représentants pour discuter de la chose publique.

Ils doivent être informés en période d'élections, recevoir des informations si possible sur les différents candidats.

1.3 La liberté d'expression au service de la transparence des élections

La liberté d'expression contribue à éclairer le choix de l'électeur, en garantissant la libre expression des candidats et des partis politiques désireux de convaincre les électeurs sur leurs programmes politiques. Les médias devront communiquer librement aux citoyens tout ce qui est dit au cours de la campagne électorale sans pression ni influence d'aucune sorte.

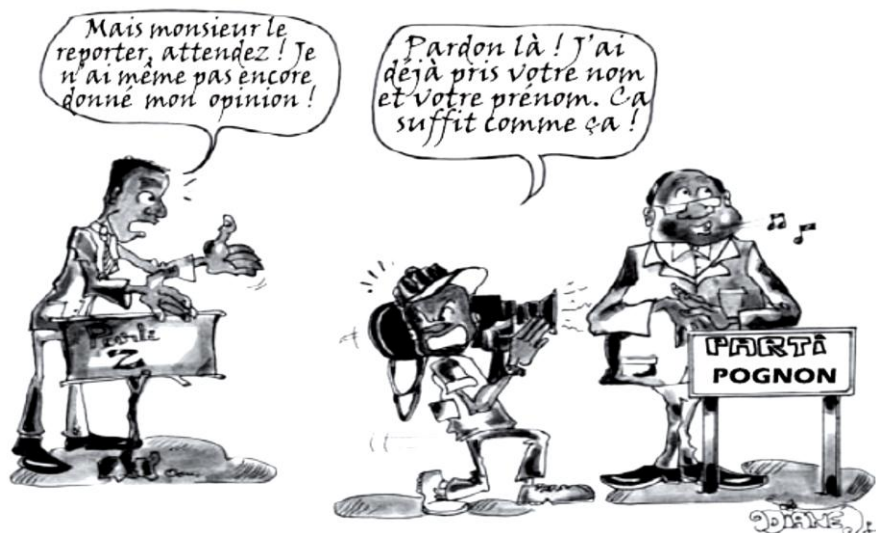
1.5 La liberté de la presse et la responsabilité du journaliste

Le droit d'imprimer sans aucune forme de censure est la première bataille remportée par les partisans de la liberté de presse.

La deuxième liberté est le droit de critiquer. Mais la liberté de la presse s'exerce cependant dans le cadre des lois en vigueur.

La liberté du journaliste n'évacue pas le devoir de responsabilité. Ce n'est point de censure ou d'autocensure dont il est question, mais c'est de savoir comment faire, dans le respect du droit du citoyen à l'information, pour ne pas bafouer certaines valeurs et certains droits individuels. C'est pourquoi, le journaliste doit respecter les normes éthiques et déontologiques qui sont ses termes de référence.

Il doit éviter ce qui peut heurter les us et les coutumes. En un mot, il doit respecter les mœurs et les sensibilités de tout groupe de manière à éviter de détruire, d'anéantir et de jeter en pâture à l'opinion, un groupe de la société. Autant l'information a des qualités positives, autant elle est un puissant élément destructeur. Aussi le journaliste doit-il prendre connaissance de l'une et de l'autre dimension pour rester dans le cadre de la vérité et de la mesure de toute chose. **Le journaliste doit être au service de la vérité.**



Toutes les législations, même les plus libérales, imposent des limites à la liberté de la presse. Lorsque le journaliste transgresse les lois et commet des délits, sa responsabilité et celle de son organe de presse se trouvent engagées.

Les délits de presse dans le code de l'information au Burkina Faso

- L'injure, l'offense et l'outrage :

Le journaliste devra bannir toute expression outrageante, terme de mépris ou injektive qui ne renferme l'imputation d'aucun fait.

Ces délits sont plus graves lorsqu'ils sont dirigés contre des groupes ethniques, religieux ou des dépositaires de l'autorité publique.

- La diffamation :

Le journaliste devra bannir toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable même si elle est faite sous la forme dubitative.

La conduite sera donc de :

- respecter la vérité ;
- publier honnêtement l'information ;
- rapporter les faits connus et ne rien falsifier d'un document ;
- respecter les principes de la déontologie ;
- respecter les principes de pluralisme et d'équilibre de l'information ;
- ne pas être un journaliste aux ordres.

Les dix principes d'un journaliste professionnel

- 1 - Reportages impartiaux et objectifs, tu réaliseras;
- 2 - Articles partisans et unilatéraux, tu n'éciras;
- 3 - Neutralité, tu observeras;
- 4 - Vie privée des personnes, tu respecteras;
- 5 - Subordination, tu refuseras;
- 6 - Vérité des faits, tu rétabliras à tout moment;
- 7 - Rémunération illicite orientant le traitement de l'information, tu rejetteras;
- 8 - Plagiat, calomnie, médisance, achat de conscience, tu t'en garderas;
- 9 - Agis en ton âme et conscience
- 10 - Que la vérité soit ton guide et ton esprit critique, ta lumière.

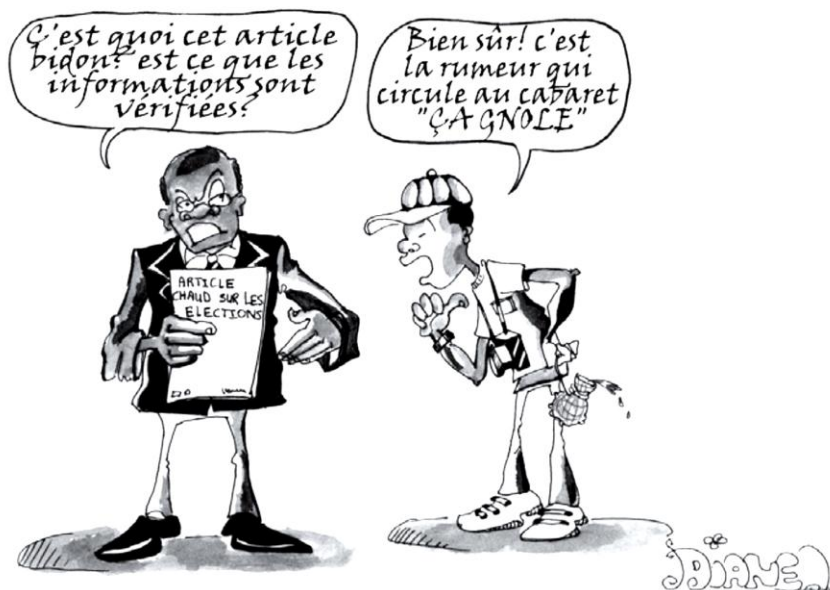


Le journaliste ne doit pas être :

Diffamatoire	Dérivatif	Malveillant	Corrompu
<ul style="list-style-type: none">- Il ne doit pas reproduire des articles diffamatoires, des accusations infondées et des insultes.- Il doit garantir l'équilibre en introduisant les réponses aux accusations.	<ul style="list-style-type: none">- il ne doit pas reproduire les articles sans les vérifier.- Il ne doit pas se contenter des articles et informations de ses collègues.	<ul style="list-style-type: none">- Il ne doit pas abuser de son pouvoir et mettre en danger l'ordre public ou la réputation d'un individu ou d'un parti politique	<ul style="list-style-type: none">- Il ne doit pas accepter des pots de vin.- Il ne doit pas faire des faveurs particulières à un parti politique

Le journaliste doit se poser deux questions essentielles

- Mon travail est-il conforme aux normes professionnelles du journalisme?
- Mon reportage sur les élections est-il exact, impartial et fiable?

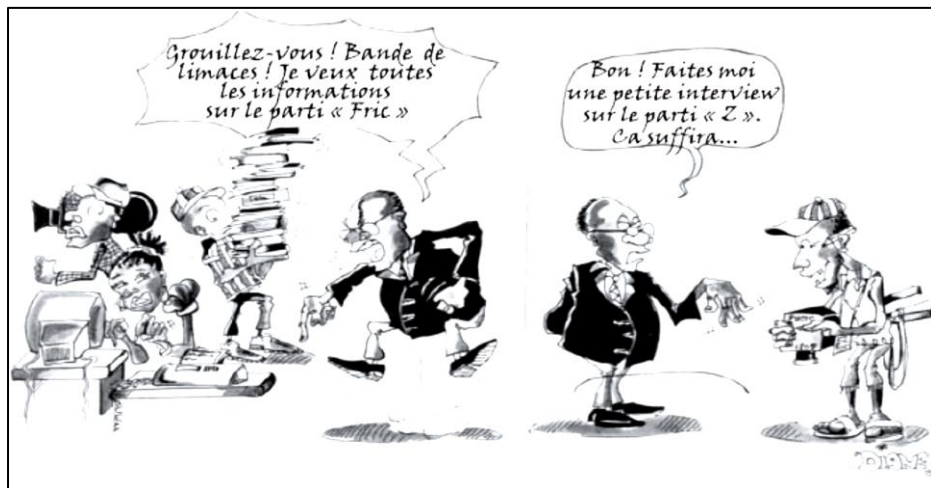


II. LES REGLES FONDAMENTALES DE LA COUVERTURE MEDIATIQUE DES ELECTIONS

Le traitement de l'information est guidé par un certain nombre de principes. Il s'agit de :

2.1 - Le pluralisme et l'équilibre de l'information

Au sens générique, le pluralisme renvoie à la doctrine d'après laquelle les êtres qui composent le monde sont multiples, individuels, indépendants et irréductibles à une pensée unique. D'où l'idée de pluralisme de l'information.



Lorsque l'on parle de pluralisme de l'information, on s'intéresse à la manière dont l'ensemble des nouvelles communiquées par la presse, la radio et la télévision sont rendues. On cherche ainsi à savoir si l'information provient d'une ou de plusieurs sources, si cette source est publique ou privée et enfin, si les supports sont variés ou non.

En résumé, le pluralisme de l'information doit se manifester :

- soit par les différentes sources de l'information, que celle-ci émane du public ou du privé, de la majorité ou de l'opposition, de la société civile ou de la société économique ;
- soit par la diversité des supports (radios, télévisions, journaux, Internet) ;
- soit enfin par les différentes versions ou analyses d'un même événement.

Le principe du pluralisme de l'information exige donc que le journaliste "s'abreuve" à plusieurs sources. Dans la collecte de l'information, les hommes et femmes des médias doivent recueillir une diversité de points de vue afin qu'aucune entité prenant part au scrutin ne soit ni lésée ni privilégiée.

Le pluralisme de l'information vise également à éviter une orientation de l'opinion nationale vers l'idéologie d'un parti politique donné ou d'un regroupement de partis politiques.

C'est à ce prix que l'on garantit la diversité nécessaire à la consolidation permanente de la dynamique qui marque l'évolution des idées et des nations.

Le respect de ce principe permet par ailleurs aux médias de respecter l'autre règle fondamentale qu'est l'équilibre de l'information. Ce n'est pas un exercice mathématique, mais plutôt l'obligation de veiller à ce qu'il n'y ait pas de déséquilibre notoire entre les partis politiques et/ou les candidats en lice dans un scrutin.



En résumé, le journaliste couvrant une élection doit faire en sorte que les candidats bénéficient d'un traitement équitable.

2.2 - L'égal accès aux médias publics

L'égalité d'accès aux médias publics résulte de l'application des lois dites de Roland au service public de l'information. Ce principe d'égalité d'accès qui a pour corollaire le principe de neutralité, commande qu'aucune discrimination ne soit faite entre les candidats ou les partis politiques.

Tous ont le droit de jouir des prestations des médias dans le cadre de l'égalité de tous les citoyens devant les avantages qu'offre le service public des médias.

Aussi, les conditions de production, de présentation ou de publication des messages ainsi que les temps d'antenne et de parole doivent être égaux. On entend par temps d'antenne, le temps consacré à un élément de reportage diffusé à la radio ou à la télévision.

Quant au temps de parole, c'est le temps d'intervention dont bénéficie un candidat ou un représentant d'un parti dans le cadre du traitement d'un élément.

Le citoyen doit disposer non seulement d'une bonne information mais aussi de l'information sur toutes les candidatures en présence. Sur cette base, il doit pouvoir apprécier et opérer son choix en toute âme et conscience.

Il ne faut donc pas privilégier les partis qui sont aux affaires ou ceux qui ont le plus de moyens financiers et matériels. Tous les candidats ou tous les partis politiques devraient bénéficier de l'attention de chaque organe de presse.

Dans le contexte africain, l'équilibre et le pluralisme de l'information reposent sur une véritable problématique, liée à la dimension contrastée, en termes d'envergure, des partis politiques ou candidats prenant part aux différents scrutins.

Des questions sur une couverture objective et complète des élections

Pendant la campagne électorale, les médias ont plusieurs rôles. Ils assurent non seulement l'information aux électeurs mais surveillent également les scrutins pour contribuer à leur transparence.

Chaque journaliste et rédacteur doit se poser les questions suivantes avant de publier son reportage sur les élections :

- 1) Ce reportage est-il précis ? Les faits et les noms sont-ils tous exacts ? Suis-je convaincu de la véracité des informations ? Ai-je fourni suffisamment d'efforts pour confirmer l'exactitude des informations ?
- 2) Le reportage est-il juste et objectif ? Comporte-t-il tous les faits de l'histoire sans accorder une faveur particulière à un parti ou à un candidat ?
- 3) Mon travail effectué est-il du journalisme responsable ? Mes informations ont-elles été obtenues sans corruption ou activités illégales ? Le reportage protège-t-il ses sources et respecte-t-il les lois électorales et de la presse ?
- 4) Le reportage reflète-t-il la voix des électeurs ? Contient-il des informations importantes pour les électeurs ? Communique-t-il les inquiétudes des électeurs aux politiciens ?
- 5) Le reportage traite-t-il de l'événement dans son intégralité ? Les mots, les photos, les séquences audiovisuelles reflètent-ils la véritable histoire de l'événement ?
- 6) Le reportage aide-t-il les électeurs à être mieux informés sur les élections et ainsi à prendre des décisions raisonnables qui servent au mieux, leurs intérêts.
- 7) Les élections sont-elles libres et équitables ? Y a-t-il d'autres informations sur les élections qu'il faudrait publier ?

Extrait de "Médias et élections" de Howard Ross publié par IMPACTS
(Institute for Media, policy and civil society)

3^{ème} PARTIE

COUVRIR LES CAMPAGNES ELECTORALES

I. LES PRINCIPES PROFESSIONNELS

La couverture médiatique d'une campagne électorale, tout comme celle d'un événement ordinaire, nécessite de la part du journaliste le respect d'un certain nombre de préalables à même de renforcer la qualité de sa production.

Au nombre de ces préalables, figurent en bonne place l'observation des normes du métier ainsi que la collecte et l'exploitation, avant l'ouverture de la campagne, de documents-clés.

Un autre pré-requis indispensable est l'approfondissement de connaissances du journaliste sur l'instance de régulation et du discours politique dans les médias tout au long du scrutin.

1.1 Elaborer un plan média

Un journaliste professionnel ne va pas couvrir une élection sans un minimum d'organisation qui bouscule les habitudes de la rédaction.

En vue de jouer pleinement leur partition dans la réussite du scrutin, il revient ainsi aux professionnels des médias d'asseoir une stratégie appropriée.

En amont, les différentes rédactions peuvent, dans la mesure de leurs moyens, s'organiser en interne, à travers par exemple, l'élaboration d'un canevas pour la couverture de la campagne avant, pendant et après le scrutin. Ce canevas pourrait prévoir la publication

de divers articles, la diffusion d'émissions ou la couverture de meetings, de conférences de presse et autres manifestations liées à la campagne.

Un article de fond ou une grande émission de présentation de chaque formation ou groupe de formations politiques en lice pourrait être publié. Une tribune pourrait être ouverte aux spécialistes de la question. Tout au long de la campagne, une équipe de reportage pourrait également être dans chaque région du pays en vue de donner la mesure exacte de l'événement.

Toutes choses de nature à faciliter le suivi des diverses activités et mouvements des différents candidats, pour une couverture adéquate de leurs actions. L'objectif du plan média est de contribuer, dans la mesure du possible, à s'intéresser à tous les candidats ou à tous les partis lors d'une campagne électorale.

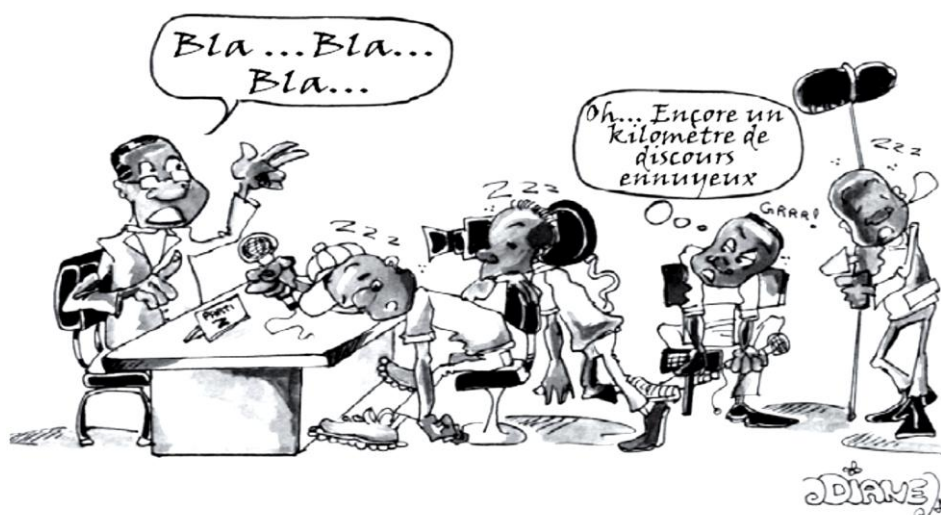
1.2 Constituer une base de données sur les partis politiques et les candidats

Dans l'exercice de sa profession, le journaliste a impérativement besoin de se constituer une documentation riche et variée. En période électorale, cette exigence est plus pressante et prononcée. Raison pour laquelle, la femme ou l'homme de média doit, avant l'ouverture de la campagne, renforcer sa bibliothèque à travers la constitution d'une base de données sur les partis politiques en lice et leurs candidats respectifs. Cette base de données qui devra être fournie et diversifiée comprendra notamment, des informations sur le profil des candidats ou des partis, leurs

parcours, contacts (téléphone, e-mail, boîte postale, fax...), et photographies. Elle devra également contenir la dénomination, le sigle, le siège et le contact du parti, la composition de son bureau, les photos et profils des membres du bureau, le score du parti aux scrutins précédents, sa représentativité à l'intérieur ou à l'extérieur de l'hémicycle, le groupe parlementaire auquel il appartient, etc. L'ensemble de ces informations devrait être de nature à densifier et enrichir les productions du journaliste

cours de la campagne. Cela afin de leur donner les rudiments ou informations utiles, à même de leur permettre le jour du scrutin, de voter en toute lucidité et en toute connaissance de cause.

Une telle démarche du journaliste à l'avantage d'aider les électeurs "fidèles" à se conforter dans leur décision de renouveler leur confiance au parti et candidat de leur choix. Ou, au contraire, à octroyer leurs voix à un autre candidat dont le projet de



qui pourra ainsi mettre aisément et régulièrement à la disposition des électeurs les articles fouillés et documentés dont ils ont besoin.

1.3 Disposer des programmes des partis

Avant l'ouverture de la campagne, le journaliste doit approcher les différents états-majors politiques en vue de recueillir leurs programmes, les exploiter et les mettre à la disposition des électeurs en temps opportun, au

société répond mieux à leurs attentes. Bien informés sur les programmes des différents candidats et donc de leurs ambitions pour l'électorat, les électeurs "insatisfaits" ou "indécis" pourront, pour leur part, être mieux outillés dans la volonté de surmonter l'indécision ou le mécontentement. Cela afin de choisir en toute quiétude le candidat de leur choix.

1.4 Diversifier le contenu des reportages

Dans la couverture du scrutin, les journalistes doivent songer à diversifier le contenu de leurs reportages. Pour ce faire, ils doivent se remémorer les différents genres rédactionnels du métier en vue de mieux réussir exercice et éviter les amalgames entre le reportage et les autres techniques rédactionnelles (grand reportage, dossier, enquête, analyse, chronique, éditorial, billet, brève, filet, interview etc.).

Les journalistes doivent également faire preuve d'imagination dans le but de pouvoir couvrir les activités de l'ensemble des diverses sensibilités qui traversent la société. Cela par souci d'acceptation des diversités d'option politique et d'opinion, et par souci d'impartialité et d'équité. Dans cette quête d'équité, ils pourraient par exemple, alterner ou combiner plusieurs genres rédactionnels dans le traitement de l'information liée à la campagne. À titre illustratif, ils pourraient associer compte rendu (de meetings de partis nantis) et émission de débat ou interview (relative aux activités de partis aux moyens modestes).

1.5 Vérifier les sources d'information

En raison de l'atmosphère parfois passionnelle, de la dimension sensible et des velléités de contestation relativement exacerbées de la période électorale, les journalistes doivent redoubler de vigilance et de rigueur professionnelle tout au long du scrutin. Dans ce sens, ils ne doivent jamais omettre de vérifier et de protéger les sources. Ils doivent les recouper plus

d'une fois au moins avant diffusion ou publication. Cela afin de contribuer à un déroulement apaisé et "civilisé" du scrutin et de réduire les risques de désinformation qui favorisent dans certains cas, des débordements et dérives. Un journaliste qui ne recoupe pas ses sources se décrédibilise et discrédite sa profession.

Un professionnel qui ne protège pas ses sources court le risque de perdre la confiance en lui placée par sa source qui, plus tard, pourra ainsi pratiquer la rétention d'information à son égard.

A travers cette entorse aux normes du métier, il bâte en brèche du même coup, le droit des électeurs de savoir (au cours de la campagne) et le droit du public à l'information (en dehors du scrutin). Tel un cultivateur sans semences en période hivernale ou un policier dénué d'informateurs en pleine enquête, le journaliste pourrait ainsi se retrouver dans l'incapacité d'apprendre aux électeurs car n'ayant plus les moyens de savoir.

1.6 Respecter les principes d'éthique et de déontologie

Toute profession qui se veut crédible doit se fixer des règles qu'elle s'engage à respecter. La déontologie est l'ensemble des règles et devoirs qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports de ceux-ci avec leurs clients et leurs publics.

L'éthique par contre, ne se laisse pas enfermer dans des règles fixes. Elle fait appel à des valeurs, à la conscience que peut avoir chacun de ce qui est noble ou infâme, bien ou mal, à faire ou à ne pas faire. Relevant

de la conscience, elle échappe à toute sanction.

Chacun se sentira fautif ou pas selon ses convictions morales, philosophiques ou religieuses par exemple.

En période électorale, le respect des principes d'éthique et de déontologie devient une expérience encore plus fondamentale dans les pratiques quotidiennes des journalistes.

L'objet d'un code d'éthique et de déontologie est de contribuer à limiter les risques d'écart de conduite et de langage dont les conséquences peuvent porter un préjudice grave non seulement à l'organe de presse mais aussi au public.

Au Burkina Faso, la profession est régie par la Charte des journalistes du Burkina Faso. Les journalistes de plusieurs autres pays africains se sont dotés d'instruments du genre.



II.LA DOCUMENTATION INDISPENSABLE

2.1 La Constitution

La loi fondamentale est un document incontournable pour qui veut couvrir une campagne électorale dans la mesure où elle jette, notamment, les bases de la liberté de la presse. L'article 08 de la Constitution burkinabè dispose à cet effet, « *la liberté d'opinion, de presse et le droit à l'information sont garantis. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements en vigueur* ». Cette Constitution reconnaît également des droits et devoirs politiques au citoyen burkinabè. « *Tous les Burkinabè sans distinctions aucune ont le droit de participer à la gestion des affaires de l'Etat et de la société. A ce titre, ils sont électeurs et éligibles dans les conditions prévues par la loi* » (art. 12).

La loi fondamentale garantit, en outre, la liberté de création des partis et formations politiques. Ils mènent leurs activités dans le respect des lois. Ils sont également égaux en droits et devoirs et ne doivent pas avoir un caractère tribaliste, régionaliste, confessionnel ou raciste (art. 13).

Egalement en matière d'élection, la Constitution burkinabè donne compétence au Conseil constitutionnel de contrôler la régularité, la transparence et la sincérité du référendum, des élections présidentielles, législatives. Il est juge du contentieux électoral et proclame les résultats définitifs des élections présidentielles, législatives et locales (art. 152).

« *En matière électorale, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat intéressé* » (Art. 157).

2.2 Le code électoral

La loi n° 014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant code électoral est le texte de base en matière électorale. Ledit code a connu de 2001 à 2012 sept modifications opérées par les lois suivantes :

- Loi n°002-2002/AN du 23 janvier 2002 ;
- Loi n°013-2004/AN du 27 avril 2004 ;
- Loi n°024-2005/AN du 25 mai 2005 ;
- Loi n°002-2006/AN du 27 février 2006 ;
- Loi n°019-2009/AN du 07 mai 2009 ;
- Loi n°003-2010/AN du 25 janvier 2010 ;
- Loi n°006-2012/AN du 05 avril 2012.

La loi n° 006-2012/AN du 05 avril 2012 est la dernière loi modifiant le code électoral à ce jour.

Ce code « s'applique aux opérations électorales relatives au referendum, aux élections du président du Faso, des députés à l'Assemblée nationale et des conseillers régionaux et des conseillers municipaux » (art. 1). Il crée la Commission Electorale Nationale Indépendante(CENI) ainsi que ses démembrements. La CENI a pour missions, entre autres, la constitution, la gestion et la conservation du fichier électoral, l'organisation et la supervision des opérations électorales et référendaire » (art. 3).

La CENI est assistée du ministère chargé de l'Administration territoriale dans les conditions définies par décret pris en conseil des ministres.

Le code électoral prévoit des prérogatives à la charge de plusieurs autres institutions dont le Conseil supérieur de la communication (art. 71).

Le CSC a, entre autres, les prérogatives suivantes :

- la fixation du nombre, de la durée et des horaires des émissions ;
- l'organisation des débats contradictoires dans les organes d'Etat ;
- le respect du principe d'égalité entre les candidats dans les programmes d'information des organes de la presse d'Etat.

Les nouvelles modifications

Les nouvelles modifications du code électoral sont relatives, entre autres, à :

- la prise en compte de la biométrie. L'établissement des listes électorales par la CENI fait sur la base d'un recensement électoral biométrique comprenant notamment la photographie et l'empreinte digitale de l'électeur (art. 50) ;
- l'augmentation du nombre de députés : le nombre de sièges à l'Assemblée nationale est passé de 111 à 127. Les députés sont élus à raison de 16 sur la liste

nationale et de 111 sur la liste provinciale (art. 154) ;

- le changement de la juridiction devant connaître des recours exercés contre les actes pris par le CSC : le recours contre les actes du CSC est exercé devant le Conseil d'Etat au lieu du Conseil Constitutionnel (art. 71) ;
- L'institution du bulletin unique pour chaque consultation (art 75) ;
- La prolongation du mandat de la législature issue des élections du 06 mai 2007. La durée de la législature est prorogée jusqu' à la validation du mandat des députés de la nouvelle législature. La durée de la prorogation ne saurait excéder le 03 juin 2013 (art. 158).

2.3 Le code de l'information

L'actuel code de l'information (Loi n° 56/93/ADP du 30 décembre 1993) est perçu par les professionnels et certains analystes comme étant globalement, libéral même s'il subsiste certaines dispositions dont la révision est souhaitée.

En période électorale, le code, dont le projet de relecture est en cours, conserve toute son importance. Les professionnels respectueux de ses prescriptions réduisent, tout au long du scrutin, le risque de verser dans des infractions au droit en matière d'information dans notre contexte.

2.4 Les informations sur les partis ou regroupements de partis

Pour mieux décrire l'action des différents partis ou regroupement de partis en lice pour les élections législatives et municipales couplées du 2 décembre 2012, il convient de prendre toutes les précautions pour recueillir le maximum d'informations sur les acteurs. Leurs sites web constituent également pour les journalistes, des lieux privilégiés pour l'accès à des documents importants qu'ils peuvent au besoin, télécharger et exploiter. A l'ère de la société de l'information, ils peuvent, en un seul clic, avoir accès aux dernières actualités liées à la vie des partis en lice ou relatives aux récentes sorties des candidats. Pour ce faire, ils doivent notamment s'attacher à collecter, auprès des intéressés, les différentes adresses de leurs sites.

2.5 Les décisions du CSC

A l'occasion de chaque échéance électorale, le CSC prend un certain nombre de décisions en vue de réguler le discours politique dans les médias publics et privés. Dans l'objectif d'une convenable gestion de la couverture de toute campagne électorale, les professionnels des médias devront absolument se procurer, en temps opportun au siège de l'institution, l'ensemble de ces décisions. En ce qui concerne les élections législatives et municipales couplées du 02 décembre 2012, par exemple, les décisions ont porté sur :

- la réglementation de la période avant campagne (17 octobre – 15 novembre 2012) ;

- le respect des principes d'égalité d'accès, de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias publics pendant la campagne pour les élections législatives et municipales ;

- le respect des principes de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias privés pendant la campagne ;

- les émissions spéciales diffusées par la RTB et les publications spéciales dans le quotidien Sidwaya ;

- la programmation à la RTB et dans le quotidien Sidwaya des communications des partis ou regroupements de partis politiques prenant part aux élections.



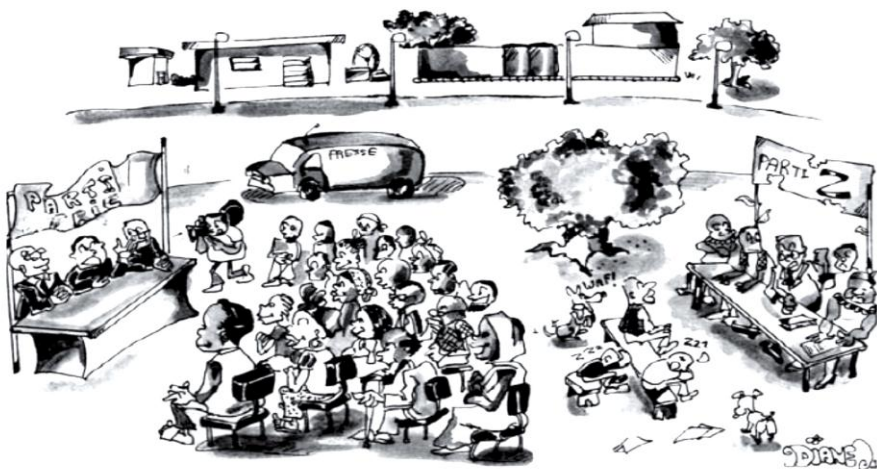
4^{ème} PARTIE

CONNAITRE LE PROCESSUS ELECTORAL

I. CE QU'IL FAUT RETENIR DES ELECTIONS

La connaissance du processus électoral nécessite que l'on traite sommairement du code électoral, des partis politiques, des modes de scrutin, de la préparation matérielle du scrutin, du déroulement du scrutin, de la proclamation des résultats, et du contentieux électoral.

1.1 - le code électoral



Le code électoral est le document juridique de base qui régit l'organisation des élections. Adopté par la loi N° 014- 2001/AN du 03 juillet 2001 il a fait l'objet de relecture.

Le code électoral comprend six grandes articulations sous forme de titres, traitant des dispositions communes, des élections présidentielles, législatives, communales, régionales et enfin, des dispositions finales.

Au nombre des instruments juridiques qui participent au processus démocratique, le code électoral est d'une importance singulière. En effet, si la Constitution, d'une façon générale, fixe les règles concernant la conquête et la gestion du pouvoir d'Etat, c'est d'une manière pratique le code électoral qui pose et réglemente les mécanismes de l'accès au pouvoir: le scrutin. Le régime et l'épanouissement des partis politiques dépendent de la nature et du mode de scrutin arrêté par le code électoral. Ainsi par exemple, un scrutin majoritaire favorise les grandes

formations politiques et défavorise les petites formations politiques. En revanche, un scrutin proportionnel favorise les petites formations politiques, même s'il semble avoir l'inconvénient de ne pas permettre une majorité franche et homogène à l'Assemblée nationale, toute chose préjudiciable à une stabilité gouvernementale.

1.2 - les partis politiques

Le Burkina Faso, à l'instar de certains pays, a adopté une charte des partis et formations politiques. Aux

termes de l'article 2 de la Loi N°032-2001/AN du 29 novembre 2001 y relative, "est parti ou formation politique au sens de la présente loi, toute association à but non lucratif regroupant des Burkinabè, fondée sur une plate-forme politique pour la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat en vue de la défense des intérêts du peuple burkinabè et dans le respect des textes en vigueur".

Le parti politique est donc un regroupement d'hommes qui partagent les mêmes idées sur l'organisation et la gestion de la société et qui cherchent à les faire triompher en accédant au pouvoir.

Ce qui caractérise fondamentalement un parti politique c'est, outre la communauté d'idéaux qui animent ses membres, son assise nationale et sa vocation première qui est la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat.

Les partis politiques, quelle, que soit leur forme, ont l'obligation, à travers leurs pratiques, objectifs et programmes de concourir à :

- L'animation de la vie politique, à l'information et à l'éducation du peuple ;
- L'expression du suffrage, la défense de la démocratie et de la souveraineté nationale ;
- La consolidation de l'indépendance nationale ;
- La sauvegarde de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale ;
- La protection de la forme républicaine et du caractère laïc de l'Etat ;
- La protection des libertés fondamentales et des droits de la personne humaine et l'épanouissement économique, social et culturel du peuple burkinabè.

Pour accéder au pouvoir et l'exercer, les partis politiques passent par l'épreuve du scrutin qui constitue la voie démocratique consacrée.



II. DEFINITION ET TYPOLOGIE

Le scrutin désigne l'ensemble des opérations de vote, le procédé selon lequel les citoyens choisissent leurs représentants. Il existe deux grands types de régimes électoraux : le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle.

1 - le scrutin majoritaire

Il repose sur un critère simple d'attribution des sièges: le plus grand nombre de voix. Le candidat ou la liste qui a obtenu la majorité des voix est déclaré élu.

Ce principe du scrutin majoritaire peut être aménagé suivant deux variantes:

1.1 - le scrutin uninominal ou de liste

Le scrutin de liste est un scrutin où l'électeur est appelé à voter dans chaque circonscription pour plusieurs candidats groupés par liste constituée par affinités politiques.

Le scrutin uninominal par contre, est un scrutin dans lequel l'électeur est appelé à voter pour un seul candidat dans chaque circonscription.

1.2 - le scrutin à un ou deux tours

Dans le scrutin à un tour, le ou les sièges à pourvoir sont immédiatement attribués au ou aux candidats arrivés en tête. Dans ce cas, la majorité simple ou relative suffit pour être élu.

Dans celui à deux tours, le ou les candidats ne sont élus au premier tour que s'ils ont recueilli la majorité

absolue, c'est-à-dire la moitié plus un des suffrages exprimés.

En l'absence d'une telle majorité au premier tour, l'on est dans l'hypothèse du "ballottage" et un second tour a lieu pour attribuer le ou les sièges non pourvus au candidat ou au parti qui obtiendrait la majorité relative.

2 - la représentation proportionnelle

Ce système consiste à répartir les sièges à pourvoir proportionnellement au nombre de voix recueillies par les candidats. Cette formule qui suppose le scrutin de listes exige un seul tour de scrutin.

Très simple dans son principe, la représentation proportionnelle est assez complexe dans son application pratique; car pour arriver au résultat recherché, il n'y a pas d'autre moyen que de procéder par approximations successives, ce qui nécessite deux séries de calculs.

La première répartition des sièges consiste à attribuer à chaque liste autant de sièges qu'elle a obtenu de fois un certain nombre de voix qu'on appelle le quotient et qui peut être établi de trois façons :

- Le quotient par circonscription s'obtient en divisant dans chaque circonscription le nombre total des suffrages exprimés par celui des sièges à pourvoir ;
- Le quotient fixe ou nombre uniforme est le nombre de voix fixé à l'avance pour l'ensemble du territoire et nécessaire pour qu'une liste ait droit à un député;
- Le quotient national est le résultat de la division de la totalité des suffrages

exprimés dans le pays par l'ensemble des représentants à élire.

La deuxième répartition concerne l'attribution des restes. Il s'agit, en fait ici des restes de voix non utilisées et de sièges non pourvus. Il faut donc les distribuer au mieux entre les listes en présence. Là encore, plusieurs méthodes sont praticables :

- Le report des restes au plan national qui consiste à totaliser au compte de chaque parti l'ensemble des voix inutilisées dans toutes les circonscriptions ; on additionne également les sièges non pourvus sur l'ensemble du territoire et on les attribue en proportion des voix inemployées à des listes nationales de partis.

Exemple : si au niveau national, il y a 1.000.000 de voix qui n'ont pas été utilisées et qu'il reste 40 sièges à pourvoir, le quotient national est de :
 $1.000.000 : 40 = 25\ 000$ voix.

Un parti A avec 300 000 voix non utilisées recevra : $300\ 000 : 25\ 000 = 12$ sièges. Un parti B avec 125000 voix aura : $125000 : 25000 = 5$ sièges etc.

- L'attribution des restes au plan local est la plus couramment pratiquée et peut se réaliser suivant celle des plus grands restes ou de la plus forte moyenne.

Pour la méthode des plus grands restes, 'elle consiste à attribuer le reste des sièges à pourvoir à ceux qui ont le plus grand nombre de voix non utilisées.

Si, par exemple, dans une circonscription électorale, il y a 6

sièges à pourvoir et qu'une liste A obtient 120 000 voix, une liste B 45 000 voix, une liste C 75 000 voix et une liste D 60 000 voix, le suffrage exprimé qui est la somme des voix sera de 300 000 et le quotient électoral qui est le résultat de la division du suffrage exprimé par le nombre de sièges à pourvoir sera de 50 000. Chaque liste aura autant de sièges qu'il aura obtenu ce quotient.

Ainsi on aura :

Liste A $120\ 000 : 50\ 000 =$

2 sièges ; reste des voix 20 000

Liste B $45\ 000 : 50\ 000 =$

0 siège ; reste des voix 45 000

Liste C $75\ 000 : 50\ 000 =$

1 siège ; reste des voix 25 000

Liste D $60000 : 50000 =$

1 siège ; reste des voix 10 000.

NB : sur 6 sièges 4 ont été attribués et il reste 2 sièges non attribués ainsi que des voix non utilisées.

Comme le veut la pratique des plus grands restes, les sièges non pourvus seront attribués à la liste B et C qui ont les plus forts restes.

Pour ce qui concerne la technique de la plus forte moyenne, elle consiste à diviser le nombre de voix obtenues par chaque liste par le nombre de sièges obtenus par celle-ci plus un.

On obtient ainsi la moyenne des voix qu'aurait chaque liste si l'un des sièges à pourvoir lui était attribué.

Les sièges à pourvoir sont effectivement attribués aux listes ayant les plus fortes moyennes au terme de cette opération. En gardant la liste de l'exemple ci-dessus, les moyennes seront de :

$$A \ 120000 : (2 + 1) = 40 \ 000 ;$$

$$B \ 45 \ 000 : (0 + 1) = 45 \ 000 ;$$

$$C \ 75000 : (1 + 1) = 32 \ 500 ;$$

$$D \ 60000 : (1 + 1) = 30 \ 000.$$

Les listes A et B ayant les plus fortes moyennes, chacune obtiendra un siège.

Le résultat définitif va donner :

A = 3 sièges ;

B, C et D = 1 siège.

La plus forte moyenne favorise les grandes formations politiques.

La représentation proportionnelle ne concerne pas la présidentielle qui, elle, fait généralement l'objet d'un scrutin majoritaire à un ou deux tours.

III - LE PROCESSUS ELECTORAL : LES DIFFERENTES ETAPES DE LA PREPARATION DES ELECTIONS

Le processus électoral suppose une succession d'opérations allant de la confection et de la révision des

listes électorales à la convocation du corps électoral en passant par l'affichage des listes.

3.1 - La confection et la révision des listes électorales.

Il est institué une liste électorale pour chaque village, secteur, commune, département et province. Le fichier électoral national est constitué de l'ensemble des listes électorales provinciales.

L'établissement des listes électorales est fait par la CENI à partir du recensement administratif ou électoral décidé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de l'Administration territoriale.

Les listes électorales revêtent un caractère permanent. Avant chaque élection générale, une révision exceptionnelle par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) peut être décidée par décret. L'élection se fera sur la base de la liste révisée. La liste électorale doit comporter les renseignements susceptibles d'identifier l'électeur. C'est pourquoi, il est demandé à l'inscription que l'électeur se munisse d'une des pièces suivantes : passeport, carte d'identité burkinabè, carte consulaire, extrait d'acte de naissance, ou jugement supplétif, livret de famille, carte de famille donne lieu à la délivrance par la commission électorale compétente d'une carte d'électeur contenant les informations suivantes: nom et prénom, date de naissance, lieu de naissance, filiation, circonscription électorale, bureau de vote et le numéro attribué dans le bureau de vote.

Après l'établissement et la révision des listes électorales, c'est la mise en place des listes des bureaux de vote.

Il est créé des bureaux de vote dans chaque secteur de chaque commune, dans chaque village de chaque département.

Chaque bureau de vote doit comprendre huit cent (800) électeurs au plus, être bien matérialisé et se situer dans un lieu public, garantissant la sérénité des élections. En aucun cas, le bureau de vote ne doit se situer dans un domaine privé, un marché, un lieu de culte, un dispensaire.

La liste des bureaux de vote, arrêtée par les présidents des Commissions électorales indépendante départementales, communales ou d'arrondissements est publiée par leurs soins, trente jours au moins avant le jour du scrutin, par voie de presse d'Etat, d'affiche et par tout autre moyen de communication de masse.

3.2 - La convocation du corps électoral

Le corps électoral se définit comme l'ensemble des Burkinabè des deux sexes âgés de dix-huit ans accomplis, jouissant de leurs droits civiques et politiques, inscrits sur les listes électorales et n'étant dans aucun cas frappés d'incapacité prévue par la loi.

Le corps électoral comprend, pour les élections nationales, les étrangers naturalisés ou ayant acquis la nationalité burkinabè par mariage; Pour les élections locales (provinciales

et municipales), tout étranger titulaire d'une pièce d'identité en cours de validité ayant une résidence effective de dix ans au moins, pouvant justifier d'une profession ou d'une fonction légalement reconnue et à jour de ses obligations fiscales.

La convocation du corps électoral se fait par décret. Le décret précise les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote.

3.3 - Les élections législatives

Les élections législatives sont régies par les dispositions du titre III de la loi N°014-2001/AN du 3 juillet 2001 portant code électoral. Les élections législatives consistent à pourvoir les sièges de députés à l'Assemblée Nationale.

L'élection des députés à l'Assemblée Nationale se fait au scrutin de liste nationale ou provinciale, au suffrage universel direct, égal et secret, à la représentation proportionnelle avec la répartition complémentaire suivant le plus fort reste. Seuls les partis ou formations politiques légalement constitués depuis soixante jours à la date du scrutin et conformément à l'article 13 de la Constitution peuvent présenter des candidats.

Les députés sont élus pour un mandat de cinq ans.

3.4 - Les élections communales

Les élections municipales font l'objet du titre V de la loi N°0142001/AN du 3 juillet 2001 portant code électoral.

Les élections municipales ont pour objet la désignation des conseillers municipaux.

Pour ce faire, les circonscriptions électorales sont constituées par les secteurs. Chaque secteur élit trois conseillers. Dans cette optique, les partis ou formations politiques peuvent présenter une liste commune de candidature dans les circonscriptions de leur choix.

Les conseillers municipaux qui forment le conseil municipal sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. L'élection a lieu au scrutin de liste à un tour, avec dépôt de liste complète, à la représentation proportionnelle et à la plus forte moyenne.

3.5 L'élection présidentielle

L'élection présidentielle est régie par les articles 36 à 41 de la Constitution ainsi que les dispositions du titre II de la loi N°014-2001/AN du 3 juillet 2001 portant code électoral.

Le Président du Faso est élu pour cinq ans au suffrage universel direct, égal et secret. Il est rééligible une fois.

Les élections sont fixées vingt et un jours au moins et quarante jours au plus avant l'expiration du mandat du Président en exercice. Il est élu à la majorité des suffrages exprimés. Si cette majorité n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé quinze (15) jours après à un second tour. Seuls peuvent s'y présenter les deux candidats qui, le cas échéant, après retrait de candidats moins favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au

premier tour; le Président du Faso est alors élu à la majorité simple.

3.6 - Les candidats à la présidentielle

Aux termes des dispositions des articles 134 et suivants du code électoral, tout Burkinabè qui a la qualité d'électeur peut être élu président du Faso. Sont inéligibles, les individus privés par décision judiciaire de leurs droits d'éligibilité en application des lois en vigueur; les personnes pourvues d'un conseil judiciaire et les individus condamnés pour fraude électorale.

Aux termes des dispositions des articles 123 et suivants du code électoral, les candidatures à la présidentielle qui peuvent être individuelles ou sous le patronage d'un parti doivent satisfaire à un certain nombre de conditions dont :

- être Burkinabè de naissance et né de parents eux-mêmes burkinabè, âgé de trente-cinq (35) ans révolus à la date de dépôt de la candidature et réunir toutes les conditions requises par la loi. Cette condition est une reprise de l'article 38 de la Constitution ;
- verser au Trésor public, une caution d'un montant de cinq millions (5.000.000) de francs ;
- faire une déclaration de candidature comportant un certain nombre de mentions et comprenant les pièces suivantes :

- un certificat de nationalité ;

- un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu ;

- un casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

- avoir déposé la déclaration de candidature au greffe du Conseil Constitutionnel, quarante-cinq jours au moins avant le premier tour de scrutin.

- être retenu par le Conseil Constitutionnel après examen des candidatures.

3.7 - Les critères d'éligibilité au Burkina Faso

Les critères d'éligibilité sont fonction du scrutin. Mais dans tous les cas de figure, il faut être de nationalité burkinabè et jouir de ses droits civiques.

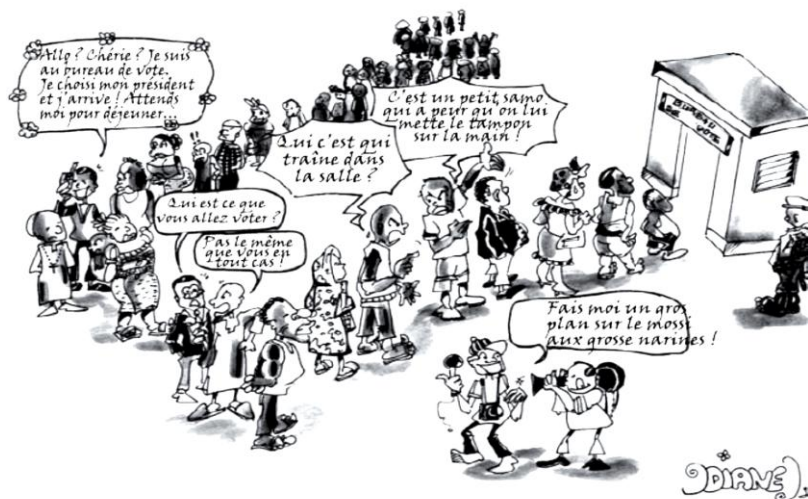
3.8 - La campagne électorale

La campagne électorale fait généralement l'objet d'un décret qui en fixe la date d'ouverture et de clôture. La campagne qui prend fin à la veille du scrutin à zéro heure et dure quinze

jours aux termes des dispositions de l'article 186 de la loi N°006/2012/AN portant modification de la loi 014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant code électoral.

La campagne électorale est fonction de la nature des élections. C'est ainsi que la campagne pour l'élection présidentielle fait l'objet des articles 137 à 144 du code électoral, celle pour les législatives, les articles 186 à 190, pour les élections municipales, l'article 250.

Quelle que soit la nature du scrutin, la campagne électorale doit se faire dans le strict respect des principes d'égalité d'accès aux médias d'Etat et de traitement entre les différents acteurs par les différentes administrations publiques. Le Conseil Supérieur de la Communication et le Conseil Constitutionnel veillent, en ce qui les concerne, au respect des principes d'égalité.



IV - LE SCRUTIN ELECTORAL

Le scrutin se déroule matériellement dans les bureaux de vote. Chaque bureau de vote est composé d'un président, de deux assesseurs et d'un secrétaire désignés par le président de la Commission Electorale Indépendante Départementale, Communale ou d'Arrondissement.

Le président est le premier responsable du bureau de vote. A ce titre, il veille à la sécurité des lieux, à la présence du matériel et des documents électoraux : urnes, sièges, tables, poubelles, stylos, encre indélébile, cire, bulletins de vote, les actes administratifs convoquant le corps électoral, déterminant la liste des bureaux de vote, les imprimés des procès verbaux de vote, la liste des électeurs inscrits pour ledit bureau de vote, les imprimés des procès verbaux, du dépouillement, les bulletins, les enveloppes électoraux et les enveloppes de grand format, la Constitution et le code électoral.

Le bureau de vote comporte, en raison du caractère secret du scrutin, un ou plusieurs isoloirs. En tous les cas, le nombre ne saurait dépasser trois. Les isoloirs doivent être placés de manière à ne pas dissimuler au public les opérations électorales autres que la mise du bulletin dans l'enveloppe.

Le premier acte pour l'électeur dans un bureau de vote, c'est de faire constater son identité en présentant une des pièces citées par la réglementation.

Ensuite, il prend une enveloppe et chacun des bulletins de vote des candidats en lice ou un seul bulletin comme c'est le cas maintenant avec le bulletin unique. Une fois dans l'isoloir, il coche le candidat ou le parti de son choix à l'aide de l'encre déposé dans l'isoloir à cet effet, il introduit dans l'enveloppe le bulletin de son candidat ou parti et froisse les autres bulletins qu'il jette dans la poubelle.

Après cette opération, il fait constater au président qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe et il l'introduit lui-même dans l'urne. Le dépôt de l'enveloppe dans l'urne est constaté sur la liste en marge du nom du votant par la signature ou le paraphe de l'assesseur chargé de pointer les votes.

C'est alors que l'électeur trempe son doigt dans l'encre indélébile et présente sa carte d'électeur à l'assesseur qui l'estampille en y mentionnant la date du scrutin et en y opposant sa signature.

Enfin, la signature de la carte d'électeur ainsi que sa remise au porteur termine l'opération de vote pour l'intéressé.

La réglementation en vigueur actuellement n'autorise pas les cas de vote par procuration. Il n'y a pas non plus la possibilité de s'inscrire sur une liste électorale lorsque la période arrêtée par décret pour la révision exceptionnelle des listes électorales est close ;

4.1 - De la fermeture des bureaux de vote

A l'heure convenue pour la clôture du scrutin, le président du bureau de vote déclare le scrutin clos. En ce moment, seuls ceux qui sont en

rang dans l'attente de voter peuvent le faire.

Personne d'autre ne peut encore voter.

Une fois que ceux-ci finissent leur vote, c'est alors que commence le dépouillement.

L'opération de dépouillement est conduite sans désarmer jusqu'au bout. Ce dépouillement qui s'effectue dans le local du bureau de vote en présence des candidats ou de leurs représentants, des observateurs ou des délégués du Conseil Constitutionnel ne peut faire l'objet d'une suspension.

D'une manière générale, le dépouillement passe par les étapes suivantes :

1. Détermination du nombre des votants. Elle se fait en additionnant les signatures ou paraphes portés sur les listes d'émargement. Ce nombre des votants est ensuite consigné sur le procès verbal ;

2. Ouverture de l'urne. Il est opéré par les membres du bureau de vote sous le regard des délégués au contrôle et des observateurs ;

3. Comptage des enveloppes. Il s'agit ici, de recenser le nombre d'enveloppes ainsi que de bulletins sans enveloppes se trouvant dans l'urne;

4. Lecture et pointage des bulletins. A l'aide de la feuille de dépouillement, le scrutateur retire de chaque enveloppe, le bulletin et lit à haute voix, les indications qui s'y rapportent.

Au moins deux scrutateurs remplissent chacun sa feuille de dépouillement divisée en colonne pour les enveloppes sans bulletins, les

bulletins sans enveloppes, les enveloppes contenant plusieurs bulletins et des bulletins qui revêtent des mentions ne respectant pas le secret du scrutin.

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins identiques elle n'est comptée qu'une seule fois.

A la fin de la lecture et du pointage, il est annexé au procès verbal les enveloppes et bulletins dont la validité est douteuse avec la mention sur chaque enveloppe ou bulletin, de la cause de l'annexion.

La détermination du nombre d'inscrits, des votants, du suffrage exprimé et des voix obtenues par chaque candidat est faite par les membres du bureau de vote. Ensuite, le président donne lecture des résultats constatés qui sont aussitôt affichés dans la salle du bureau de vote.

Ces résultats font l'objet d'une mention portée sur le procès-verbal signé des membres du bureau et contresigné par les délégués ou représentants des candidats.

Le procès-verbal de chaque bureau de vote est établi en quatre exemplaires pour être acheminé au siège de la Commission Electorale Départementale Indépendante (CEDI) ou à la Commission Electorale Communale Indépendante (CECI).

4.2 - Qui sont les observateurs ?

L'observateur électoral n'est pas investi d'une mission de contrôle ou de surveillance du scrutin. Il n'a aucune prérogative à cet effet. Il est simplement présent pour voir si les opérations de vote se déroulent conformément aux prescriptions légales, si la procédure n'est pas émaillée de vices et de fraudes.

L'observateur peut, dans certains cas, faire des suggestions pour une meilleure organisation du scrutin. De par sa présence, il dissuade d'un certain nombre de pratiques frauduleuses. La présence effective des observateurs donne également un crédit au scrutin.

Les observateurs peuvent émaner de structures nationales ou internationales.

Les journalistes ont accès au bureau de vote mais ils devront auparavant se munir d'une accréditation délivrée par la CENI. C'est ainsi que durant la journée électorale, ils peuvent faire le point sur le déroulement du scrutin, donner les échos des bureaux de vote ainsi que les résultats par bureau de vote, une fois le dépouillement commencé.

Ils ont, cependant, le devoir de préciser qu'il s'agit de résultats partiels.

4.3 - De la proclamation des résultats

La proclamation des résultats intervient en deux phases: la première consiste à donner les résultats provisoires et cela revient à la CENI dont les attributions sont entre autres, la centralisation et la proclamation des résultats.

La seconde phase consiste en la proclamation des résultats définitifs par le Conseil Constitutionnel.

Le Conseil Constitutionnel prononce l'annulation du scrutin lorsqu'il constate des irrégularités graves de nature à entacher la sincérité du scrutin et à affecter le résultat d'ensemble de celui-ci.

Les résultats du scrutin peuvent faire l'objet de contestations si les candidats ou partis estiment avoir été lésés ou s'ils disposent d'éléments prouvant de graves irrégularités constatées tout au long du scrutin. On aboutit alors à ce qu'on appelle le contentieux électoral.

Le Conseil Constitutionnel est compétent pour connaître du contentieux électoral relatif aux élections présidentielles et législatives. Le contentieux électoral relatif aux élections locales relève, quant à lui, de la compétence des juridictions administratives, à savoir le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs.

Pour l'élection présidentielle, tout candidat au scrutin peut contester la régularité des opérations électorales sous la forme d'une requête adressée au Président du Conseil Constitutionnel, dans un délai de quarante huit heures suivant la publication provisoire des résultats du scrutin.

Le Conseil Constitutionnel instruit l'affaire dont il est saisi et statue dans les huit jours qui suivent la saisine.

5^{ème} PARTIE

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS DU PROCESSUS ELECTORAL

I - LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION (CSC)

1.1 - Les missions du Conseil supérieur de la communication

Créé initialement par décret N°95-304/PRES/PM/MCC du 1^{er} août 1995 sous la dénomination de Conseil supérieur de l'information (CSI), le Conseil supérieur de la communication (CSC) est une institution d'appui à la démocratie.

Le décret de 1995 a été remplacé par la loi N°020-2000/AN du 28 juin 2000. Cette loi sera à son tour remplacée par la loi du 14 juin 2005 qui régit à ce jour l'institution.

Le processus de constitutionnalisation de l'institution est en cours. Il donnera lieu, à terme, à l'adoption d'une loi organique.

Conformément aux dispositions de la loi du 14 juin 2005, le CSC a pour missions essentielles de veiller au respect de la déontologie professionnelle par les médias privés et publics.

Il délivre les autorisations d'exploitation des fréquences et veille au respect des cahiers des charges et des missions des radios et télévisions publiques et privées.

Il garantit le pluralisme et l'équilibre de l'information dans les programmes des télévisions et des radios.

Il peut également formuler des propositions et émettre des avis sur des questions relevant de son

domaine de compétence, au pouvoir législatif ou exécutif.

1.2 - Les pouvoirs du CSC en période électorale

Le CSC veille au respect des dispositions du code électoral concernant les émissions et articles liés aux campagnes électorales.

Le CSC garantit l'égalité d'accès des partis politiques, des associations professionnelles, des syndicats et des acteurs de la société civile aux médias publics. Sa gestion de l'information lors des huit (8) échéances électorales précédentes (législatives du 11 mai 97, présidentielle du 15 novembre 98, municipales du 24 septembre 2000, législatives du 05 mai 2002, présidentielle du 13 novembre 2005, municipales du 23 avril 2006, présidentielle du 21 novembre 2010) lui a permis d'acquérir une expérience en la matière.

Lors des législatives du 05 mai 2002 par exemple, le CSC a innové à travers l'autorisation accordée au secteur privé de l'information et de la communication de couvrir le discours électoral.

Il est heureux de constater aujourd'hui que l'apport des radios de proximité a été déterminant dans les résultats des différents scrutins de 2002 au Burkina Faso.

Le CSC dispose d'un pouvoir de sanctions. Il peut ainsi, tout comme en période hors électorale, procéder à des mises en demeure, à des suspensions et à des retraits de fréquences.

1.3 - La méthodologie de travail du CSC en période électorale

Elle est axée sur le monitoring des médias. Il s'agit, à travers ce monitoring, de veiller à l'application du principe de l'égalité d'accès aux médias de service public par l'ensemble des partis en lice ou des candidats. Elle vise également le respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information.

La mise en œuvre de ce principe dans ces médias publics nécessite une égalité entre les conditions de production et de présentation des messages d'une part, et les temps consacrés aux partis politiques sur les antennes des médias audiovisuels et dans les colonnes des organes de presse, d'autre part.

Cet égal accès est essentiellement organisé dans le cadre d'une série d'émissions. Les unes sont parrainées par le CSC et les autres sont des tranches spéciales. Le CSC assure la conception, le suivi, le montage et la diffusion des émissions parrainées.

Les émissions parrainées font l'objet d'un arrêté et de plusieurs décisions de l'organe de régulation.

Ces décisions organisent les droits et conditions d'accès des partis politiques et des candidats aux antennes des médias de service public.

L'organisation pratique du monitoring de ces émissions s'opère à travers des équipes. Souvent au nombre de trois, les équipes

comprennent chacune des conseillers et des techniciens de l'administration.

La première se charge de la Télévision nationale, la seconde de la Radiodiffusion nationale et la troisième, du quotidien Sidwaya. Chaque équipe a en charge la supervision des séances d'enregistrement, de montage et/ou la vérification du contenu des messages à diffuser ou à publier dans le quotidien Sidwaya.

La vérification du contenu des messages se fait conformément aux textes en vigueur et au code de bonne conduite accepté par l'ensemble des acteurs (partis ou formations politiques en lice, candidats, médias) impliqués dans le scrutin.

La synthèse de ces émissions se fait ainsi sur la base des données tirées de différents rapports d'observation des différentes équipes.

Le cumul des données chiffrées permet au final, une appréciation de l'égalité d'accès aux médias publics.

En ce qui concerne les tranches spéciales, elles comprennent notamment les messages des partis ou des candidats, une émission de débats contradictoires, une émission bilan de la campagne, un entretien radiotélévisé sur le programme du parti ou du candidat et la publication dans le quotidien Sidwaya des messages des partis et de l'émission radiotélévisée de débat contradictoire animé par les journalistes.

Par ailleurs, le CSC a régulièrement apporté des innovations dans le monitoring des médias en période électorale. Celles-ci portent notamment sur "implication des acteurs (partis politiques et médias) dans l'élaboration des décisions qui organisent la couverture médiatique de la campagne. Elles sont également relatives à l'élargissement de la panoplie des émissions à travers lesquels partis ou candidats s'adressent aux électeurs. Enfin, elles sont liées à l'implication pour la

première fois dans notre pays, des médias audiovisuels privés dans la couverture des activités des partis politiques. En tout état de cause, le CSC est garant du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias publics et privés. Il doit veiller particulièrement à ce qu'il n'y ait pas d'injustice ou de discrimination dans le traitement des activités des partis politiques ou des candidats durant le scrutin.

II - LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)

Selon le code électoral, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a pour missions, d'une part, la constitution, la gestion et la conservation du fichier électoral national.

D'autre part, elle a en charge l'organisation et la supervision des



opérations électorales et référendaires. Pendant les périodes pré-électorales, la CENI est chargée de toutes les opérations préparatoires préalables aux consultations électorales. Il s'agit notamment :

- de tenir à jour et de conserver le fichier électoral national ainsi que les documents et matériels électoraux ;

- de réviser les listes électorales ;

- d'établir et de distribuer les cartes électorales ;

- de publier les listes des candidats.

Pendant les consultations électorales ou référendaires, elle est chargée, entre autres :

- de la sécurité du scrutin, de la coordination de l'ensemble des structures chargées des opérations électorales ;

- du transport et du transfert directs des procès-verbaux des élections au Conseil constitutionnel ou au Conseil d'Etat ;

- du transport et du transfert des résultats des scrutins en vue de leur centralisation ;

- de la proclamation des résultats provisoires.

Pendant les périodes postélectorales, la CENI est chargée de centraliser tous les documents et le matériel électoral ainsi que leur conservation.

III - LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Selon la Constitution, le Conseil constitutionnel est l'institution compétente en matière constitutionnelle et électorale. Il est chargé de statuer sur la constitutionnalité des lois, des ordonnances ainsi que la conformité des traités et accords internationaux.

Il contrôle la régularité, la transparence et la sincérité du référendum, des élections présidentielle et législatives, et est juge du contentieux électoral.

Il proclame les résultats définitifs des élections présidentielles, législatives et locales. Le contrôle de la régularité et de la transparence des élections locales relève de la compétence des tribunaux administratifs (art. 152).

Le Conseil constitutionnel veille au respect de la procédure de révision de la Constitution (art. 154). Il est également chargé du contrôle du respect par les partis politiques des dispositions de l'article 13 de la Constitution selon lequel "tous les partis ou formations politiques sont égaux en droits et en devoirs".

Le Conseil constitutionnel est saisi par le Président du Faso, le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale et un cinquième (1/5) au moins des membres de l'Assemblée nationale (art. 157). Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Il comprend, outre son président, trois (03) magistrats nommés par le président du Faso sur proposition du ministre de la Justice, trois (03) personnalités nommées par le président du Faso et trois (03) personnalités nommées par le président de l'Assemblée nationale.

Sauf pour son président, les membres du Conseil constitutionnel sont nommés pour un mandat unique de neuf (09) ans. Toutefois, ils sont renouvelables par tiers (1/3) tous les trois ans dans les conditions fixées par la loi (art. 153).

IV – LE CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat est la plus haute juridiction de l'ordre administratif.

Il est composé de magistrats de grade exceptionnel et de fonctionnaires de haut niveau.

Le Conseil d'Etat comprend trois chambres : la chambre du contentieux, la chambre consultative et la chambre réunie.

Il statue en appel sur les recours formés contre les jugements des tribunaux administratifs dans le contentieux des élections locales. En matière de contentieux de l'inscription sur les listes électorales, sa compétence s'étend à la fois aux élections nationales et locales.

V - LE MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE (MATDS)

Le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) assiste, à sa demande, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour la mise à jour et la conservation du fichier électoral national, la révision des listes électorales, l'établissement et la distribution des cartes électorales et la publication des listes électorales.

Cette assistance se fait dans les conditions définies par décret pris en Conseil des ministres.

DISPOSITIONS PRISES PAR LE CSC

Dans le cadre de la régulation de la couverture médiatique des élections législatives et municipales couplées du 02 décembre 2012, le CSC a pris les dispositions suivantes :

- **Une (1) recommandation pour une campagne et des élections législatives et municipales apaisées**
- **Cinq (5) décisions portant respectivement sur :**
 - *le respect des principes d'égalité d'accès, de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias publics et privés ;*
 - *les émissions spéciales diffusées par la RTB et les publications spéciales dans le quotidien Sidwaya.*
- **Création d'émissions parrainées par le CSC :**
 - *les messages de campagne ;*
 - *cinq (05) minutes pour convaincre ;*
 - *programmes croisés ;*
 - *pages spéciales de campagne ;*
 - *numéro spécial Sidwaya.*
- **Formation des observateurs chargés de la supervision des médias engagés dans la couverture médiatique du scrutin ;**
- **Mise en place d'équipes de suivi et de supervision pour l'enregistrement et le montage des messages des candidats ;**
- **Mise en place d'équipes de supervision du travail des observateurs sur le terrain.**

Le CSC veille à l'application de la loi, des règles d'éthique et de déontologie ainsi qu'au respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information.

CONCLUSION

La couverture médiatique des élections législatives et municipales couplées du 02 décembre 2012 s'annonce comme un défi majeur pour les médias et l'instance de régulation de la communication.

Les médias auront un rôle essentiel à jouer dans l'expression du pluralisme des opinions politiques ainsi que dans l'information et l'éducation des citoyens.

Le Conseil supérieur de la communication accompagnera les médias afin que ceux-ci remplissent leurs missions dans un esprit d'objectivité, de neutralité, d'équité à l'égard de tous les acteurs impliqués dans le processus électoral.

Il ne reste plus qu'à espérer que ce guide contribue à faciliter le travail des professionnels des médias sur le terrain de la collecte et du traitement de l'information pour des élections législatives et municipales apaisées le 02 décembre 2012.

4^{ème} édition, octobre 2012
Achevé d'imprimer sous
les presses de l'imprimerie



Dextafrik

01 BP: 5287 Ouagadougou 01
Tél.+226 50 46 31 20 / 70 22 98 72
E-mail: dextafrik@yahoo.fr



ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES COUPLEES

02 décembre 2012

Le guide du journaliste

BURKINA FASO

